

# La nouvelle ère politique sud-africaine

*Des élections d'avril 2009  
aux premiers pas du nouveau  
Président Jacob Zuma*

## Marianne Séverin\*

\* Docteur en science politique,  
spécialiste de l'Afrique du Sud  
et chercheuse associée au  
Centre d'Etude d'Afrique noire  
(CEAN) de Sciences Po  
Bordeaux

Après un peu plus de dix ans de gouvernance Mbeki<sup>1</sup> et d'une crise politique sans précédent<sup>2</sup>, bien qu'il ait été évident que le Congrès national africain (ANC) serait à nouveau reconduit à la tête du pays, on observait une certaine impatience à connaître et analyser les résultats électoraux finaux que pouvait obtenir le parti majoritaire. Nombreux avaient été les sondages, les enquêtes qui avaient été menés par divers instituts entre décembre 2008 et la veille du scrutin. Le Congrès allait-il réitérer son exploit de 2004<sup>3</sup> ? Allions-nous voir apparaître une nouvelle opposition ? A la clôture du scrutin, les résultats obtenus par les divers partis d'opposition, dont le tout nouveau COPE (« Congress of the People ») qui avait été crédité de 5 à 10 % de voix, montraient que rien n'était aussi simple et tranché : on était encore loin d'une opposition forte capable de faire chanceler le parti majoritaire au pouvoir.

Si nous étions suspendus aux scores de tous les partis en compétition, la personnalité de Jacob Zuma interpellait<sup>4</sup>. Décrié pour son populisme et son manque de morale et d'éthique (au cours de son parcours de vie et politique), il s'est révélé être une

1. Selon moi, la gouvernance Mbeki n'a pas débuté lors des secondes élections démocratiques de juin 1999 (gouvernement Mbeki I), mais plutôt à l'époque du retrait de l'ancien Parti national (NP) du gouvernement d'unité nationale de Nelson Mandela et surtout au moment où ce dernier confie la gestion quotidienne à son vice-président de l'époque, Thabo Mbeki (1996/1997). Cf. M. Séverin, *Les réseaux ANC (1910-2004). Histoire politique de la constitution du leadership de la nouvelle Afrique du Sud*, thèse de science politique, Sciences Po Bordeaux, décembre 2006, tome 2.

2. Rappelons que cette crise politique fut la conséquence d'une lutte de pouvoir entre deux camps pour la direction du Congrès national africain (ANC), lors de sa 52<sup>e</sup> Conférence nationale de décembre 2007, à Polokwane, et par extension pour celle du pays après avril 2009.

3. Alors que l'ANC avait obtenu 63 et 66 % lors des deux premières élections démocratiques et multiraciales – en 1994 et 1999 – en 2004, le parti majoritaire atteignait presque 70 % (2004) pour redescendre à 65,9 % lors du dernier scrutin électoral (2009).

4. Nous rappelons qu'après avoir été vice-président de l'ANC durant dix ans, Jacob Zuma a été élu à sa tête lors de la Conférence nationale de l'ANC de décembre 2007 (Polokwane), succédant ainsi à l'ex-Président Mbeki.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

personnalité complexe. Alors qu'il est, durant un temps, comparé à un « caméléon »<sup>5</sup>, il est clairement devenu, après sept mois de gouvernance, un « Phénix politique ». Se présentant, dès mai 2009, dans une posture de chef d'Etat et en digne héritier de l'ex-Président Nelson Mandela (le symbole de la réconciliation et de l'union<sup>6</sup>), il se refait une « virginité politique » et se positionne en totale rupture avec son prédécesseur Thabo Mbeki<sup>7</sup>. Ne nous y trompons pas : sur le « fond », il montre très tôt qu'il n'est pas si différent de son ancien rival. En matière de nominations et de politique économique et sociale, il est dans la continuité. Cependant, il faut reconnaître que sur la « forme » le Président Zuma semble plus enclin à maintenir les liens au sein de l'Alliance tripartite, avec le COSATU (« Congress of South African Trade Unions ») et le SACP (« South African Communist Party »), tout en tentant de garder son libre arbitre et son indépendance, en dépit des pressions. Ainsi, même si à certains égards ces rapports politiques, au sein de l'Alliance, paraissent très souvent ambigus, on note une volonté de dialogue, de négociation et d'ouverture au contraire de l'ère Mbeki. Jacob Zuma, qui a longtemps été sous-estimé, nous a donc réservé quelques surprises et nous en réservera encore jusqu'à la fin de « son » ou « ses » mandats<sup>8</sup>.

### RESULTATS ELECTORAUX : BILAN CONTRASTE POUR L'ANC ET L'OPPOSITION<sup>9</sup>

A l'instar de 1994 et 1999, les dernières élections en Afrique du Sud ont été marquées par une certaine fébrilité sur le devenir de cette jeune démocratie<sup>10</sup>. La campagne électorale à peine officialisée, Jacob Zuma est rattrapé par ses déboires judiciaires. En effet, un an après avoir été reconduit en tant que vice-président du gouvernement

5. Interview avec le journaliste Olivier Bot, « Jacob Zuma, le caméléon zoulou porté à la présidence », *Tribune de Genève*, 22 avril 2009, p. 10.

6. « JZ spins himself a national profile », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 2 p.

7. D. Kotze, « President Zuma's first 100 days », [www.polity.co.za](http://www.polity.co.za), août 2009, 11 p.

8. Selon la Constitution, le Président sud-africain ne peut briguer que deux mandats de cinq ans chacun. Avant les élections, le Président Zuma avait affirmé qu'il ne ferait qu'un mandat. Cependant, depuis quelques mois, un débat fait rage entre la direction de l'ANC, le COSATU et le SACP pour une éventuelle reconduite en 2014.

9. Les résultats des élections nationales d'avril 2009 : ANC (65,9 % soit 267 sièges) ; DA (16,66 % soit 67 sièges) ; COPE (7,42 % soit 30 sièges) ; IFP (4,55 % soit 18 sièges) ; ID (0,95 % soit 4 sièges) ; UDM (0,92 % soit 4 sièges) ; FF+ (0,83 % soit 4 sièges) ; ACDP (0,81 % soit 4 sièges) ; UCDP (0,34 % soit 2 sièges) et autres (1,43 % avec 4 sièges au total, pour l'ADC, l'AZAPO, le MF et le PAC).

10. Les années 1994 et 1999 ont souvent été considérées comme un passage vers l'inconnu. Les premières élections multiraciales auraient pu dégénérer dans une violence politique alors que 1999 signifiait le départ du « réconciliateur » Mandela au profit de son dauphin, un supposé inconnu, qui n'inspirait pas à l'époque une totale confiance, au contraire. Or, les troisièmes élections démocratiques (2004) n'ont pas semblé provoquer une telle fébrilité, Thabo Mbeki se lançant dans son second et dernier mandat et la démocratie sud-africaine atteignant une certaine stabilité et maturité.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

Mbeki II, Jacob Zuma est poussé à la démission, étant fortement soupçonné de corruption dans une affaire de vente d'armes, impliquant plusieurs parties, dont un ami proche, accessoirement conseiller financier (Shaik Moe)<sup>11</sup>, et l'entreprise française Thalès<sup>12</sup>. A la suite d'un « imbroglio politico-judiciaire fleuve » – qui aura pour conséquence collatérale la chute de l'ex-Président Mbeki – l'épisode se terminera définitivement quelques semaines avant les débuts des votes. Parallèlement à ses premiers déboires judiciaires, Jacob Zuma se retrouve, dès 2006, sous les projecteurs à la suite d'une accusation pour viol dont il sera finalement innocenté<sup>13</sup>. Tous ces événements vont être, durant la campagne électorale, des catalyseurs pour toute l'opposition sud-africaine, au point que cette campagne se personnalise au détriment des divers programmes politiques proposés par les partis en course<sup>14</sup>.

Pour finir, cette effervescence autour de ces élections, largement entretenue par la presse et les nouveaux outils de communication (podcasts, Internet), a galvanisé l'intérêt des Sud-Africains. Ainsi, les multiples débats politiques, les analyses de discours et de stratégies électorales, les prises de parole dans les médias ont contribué à rendre ces quatrièmes élections démocratiques passionnantes, à la fois pour les citoyens sud-africains et pour les observateurs extérieurs. Enfin, l'énorme machine électorale, l'IEC (« Independent Electoral Commission »), a aussi et largement contribué à l'organisation et à la bonne marche de ces élections. Au travail depuis deux ans, cette commission avait mené une tâche titanesque aux niveaux national et provincial ; une attention particulière ayant été portée aux inscriptions des électeurs sur les listes électorales, sur celles des partis politiques et de leurs listes de candidats, selon les règles de la loi électorale en Afrique du Sud. En outre, un texte commun de bonne conduite fut diffusé à tous les partis politiques afin que les élections soient à nouveau transparentes – selon la formule consacrée, *Free and Fair Election*. Le 15 avril 2009, pour les Sud-Africains à l'étranger, et le 22 en Afrique du Sud, les élections nationales et provinciales pouvaient débiter. Trois jours plus tard, l'IEC annonçait que 77,3 % de la population sud-africaine s'était rendue aux urnes.

Les résultats électoraux de 2009 ont montré une nouvelle fois l'hégémonie de l'ANC, même s'il a largement perdu la gouvernance du Western Cape, ainsi que quelques

11. Cf. J. Gordin, *Zuma. A Biography*, Jonathan Ball Publishers, 2008 (particulièrement chapitre 9, pp. 100-112).

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*, pp. 144-168.

14. Concernant les programmes politiques, cf. les différentes interviews des leaders des partis politiques majeurs ayant participé aux élections dans *The Thinker – for Thought Leaders*, avril 2009, pp. 6-30 ; P. Mashele, « Reading Between the Lines of Party Manifestos », *ibid.*, avril 2009, pp. 32-34.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

points – en termes de voix électorales – dans sept autres provinces sud-africaines. Seul le KwaZulu-Natal a vu le Congrès progresser dans sa conquête du pouvoir, puisque celui-ci est actuellement en capacité de gouverner seul avec 62,95 % des suffrages. Pour comprendre ces résultats, il faut reconnaître à l'ANC sa très grande capacité à mobiliser toutes ses forces (financières, partisans et humaines<sup>15</sup>) pour mettre en branle sa machine de guerre électorale. Le Congrès a aussi mené une stratégie innovante. Alors qu'il est au pouvoir depuis 1994, l'ANC s'est « transformé » en une « opposition virtuelle » constituée d'une Alliance tripartite renforcée depuis décembre 2007. A la suite de débats idéologiques et politiques, virulents et publics, auxquels ont largement participé les alliés (COSATU et SACP), il a été aisé pour le « nouvel ANC » de choisir l'administration Mbeki comme responsable des échecs et des défaillances de l'implantation politique du programme social de l'ANC. Cette forme d'auto-critique ainsi publiquement menée, le parti pouvait alors proposer à ses électeurs, et en apparence, une véritable rupture politique, économique et sociale, sous l'ère Zuma.

Cette stratégie politique n'a cependant pas protégé l'ANC de cette perte d'influence. Deux principales raisons (outre l'influence des partis d'opposition en compétition contre l'ANC) peuvent être évoquées. Tout d'abord, les deux à trois millions d'électeurs supplémentaires (constitués en priorité par les primo-votants et d'anciens électeurs qui se sont inscrits sur les listes électorales pour cette occasion) ne bénéficièrent pas nécessairement à l'ANC, lui faisant perdre ainsi un peu plus de 3 % des voix par rapport à 2004. La seconde raison est un élément auquel l'ANC devra désormais s'habituer. En tant que parti ayant l'expérience du pouvoir depuis quinze ans, perdre son « aura historique de mouvement de libération nationale » est devenu inévitable<sup>16</sup>. Les « électeurs pro-ANC » n'ont pas forcément donné leurs voix pour ce que représenteraient encore le parti et ses leaders historiques (dont Jacob Zuma qui en est un des représentants, compte tenu de son parcours de vie et politique durant l'apartheid), ou pour le renvoi de l'ex-Président Mbeki avant la fin de son mandat, ou tout simplement en soutien aux « discours révolutionnaires » de ses leaders politiques. Ce sont sans doute les avancées sociales – même s'il reste encore beaucoup à faire – et les acquis datant des premières élections démocratiques et multiraciales qui ont pesé le plus dans ces résultats<sup>17</sup>. Au regard de cette nouvelle donne politique, il est à parier que tous les cinq ans, et face à de nouvelles générations d'électeurs, « l'ANC

15. Cf. « The Business of Politics », *Africa Confidential*, vol. 49, n° 24, 28 novembre 2008, pp. 6-7.

16. Cette « aura historique » aurait tendance, dans certaines circonstances, à freiner la transformation de l'ANC en un véritable parti politique de gouvernement.

17. Que les détracteurs de Thabo Mbeki le veuillent ou pas, ces avancées concernent également la période où l'ex-Président était aux manettes gouvernementales (1999-septembre 2008).



## La nouvelle ère politique sud-africaine

historique » aura de loin en loin de l'influence et devra faire la preuve qu'il est capable de garantir la stabilité démocratique dans le pays et surtout une « meilleure vie pour tous » ; il faudra transformer très vite ce slogan politique en une réalité pour la majorité de la population sud-africaine.

Avril 2009 a semblé aussi marquer l'ère de la refonte du contexte politique de l'opposition, avec la confirmation de l'Alliance démocratique (DA) comme numéro un dans ce rôle, en dépit du nouveau venu, le COPE, qui se situe en seconde position. Cependant, si ces deux formations d'opposition ont réussi dans une moindre mesure à diminuer l'hégémonie de l'ANC, elle a affaibli de façon significative les autres petits partis<sup>18</sup>. La progression électorale de l'Alliance démocratique a été due, d'un côté, à une capacité à tirer parti des divisions au sein de l'ANC (notamment dans la province du Western Cape), de la personnalité controversée de Zuma et de la volonté du Congrès de changer une partie de la Constitution et du système judiciaire. Ainsi, les dernières semaines avant le scrutin, la DA mena la propagande « Stopper Zuma » ou « Stopper l'ANC dans sa quête de la majorité des deux tiers ». Cette stratégie a eu pour conséquence de renforcer la base électorale traditionnelle du parti (les électeurs blancs) et de détourner l'électorat métis et indien de l'ANC<sup>19</sup>. De l'autre, c'est la personnalité et le charisme du leader politique de la DA, Helen Zille, qui a eu un effet galvanisant. Maire de la ville du Cap, cette dernière a capitalisé ses succès et sa capacité à s'appuyer sur une coalition large pouvant dépasser les critères de classe et identitaires pour gouverner au niveau local. Mais cette stratégie a montré ses limites, puisque les réflexes électoraux identitaires, déjà manifestes en 1994, sont réapparus en 2009 ; la DA a montré qu'elle n'était pour l'instant pas capable de saper l'hégémonie de l'ANC dans l'électorat noir. Pour pallier cette difficulté, en prévision des élections de 2011 (locales) et 2014, elle devra mener une offensive beaucoup plus rassurante pour la communauté africaine ou bien s'allier aux autres partis d'opposition, sous peine de perdre le bénéfice de ses succès électoraux de 2009 et d'être un parti d'opposition stagnant et limité.

Pour la seconde formation politique d'opposition (le COPE), qui avait promis de faire trembler le « géant ANC », le succès tant attendu n'a pas été au rendez-vous. Il serait cependant injuste de considérer que le score de 7,42 % est un échec. En dépit de sa jeune existence, le COPE s'est assuré une trentaine de sièges au Parlement et une

18. Précisons que l'Alliance démocratique a progressé d'un peu plus de quatre points, en passant de 12,37 à 16,66 % entre 2004 et 2009, et a obtenu 51,30 % aux élections provinciales du Western Cape, faisant ainsi de l'ANC le premier opposant dans la région.

19. Ainsi sur les nouvelles voix électorales (soit 1 014 628) qui ont bénéficié à l'Alliance démocratique, 43 % venaient de la province du Western Cape et 211 816 des quartiers nord du Gauteng. Cf. A. Habib, « South Africa's 2009 Elections », *The Thinker – For Thought Leaders*, mai 2009, p. 13.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

position d'opposant officiel dans cinq provinces (dont trois comme numéro un). Cependant, le manque de moyens financiers, en dépit d'un début très prometteur<sup>20</sup>, et l'absence d'enracinement sur l'ensemble du territoire sud-africain lui ont été naturellement préjudiciables. En outre, son programme politique étant, selon les observateurs, assez difficile à différencier de celui de l'ANC, ses détracteurs (notamment l'Alliance démocratique), l'ont présenté comme un « ANC *light* ». Ce sont néanmoins les tensions internes au niveau de la direction qui ont été les plus problématiques. Perçu comme étant un parti pro-Mbeki, un des membres fondateurs, Terror Lekota, a été écarté par la direction de la position de numéro un sur la liste pour l'Assemblée nationale. A la place fut choisi quelqu'un de peu connu sur la scène politique, Mvume Dandala, qui a été présenté comme l'antithèse de Jacob Zuma<sup>21</sup>. La mise à l'écart du charismatique Lekota fut, de l'aveu même des dirigeants du COPE, une sérieuse erreur<sup>22</sup>. Si le COPE est reconnu officiellement comme la seconde force d'opposition du pays, tout reste encore à faire. Régler les difficultés financières, développer les branches du parti sur l'ensemble du territoire, avoir un personnel politique efficace et constructif au Parlement et surtout en terminer avec les conflits internes (qui ont abouti à quelques défections notoires) seraient une des garanties pour amener le COPE à réitérer son exploit, voire à le dépasser, dans la perspective des prochaines élections<sup>23</sup>. L'autre perspective serait de faire alliance avec les autres partis d'opposition, sachant que le COPE pourrait amener dans sa « corbeille » une base électorale représentée par des noirs issus de la classe moyenne – électorat manquant cruellement au DA. Cependant, il lui reste encore à convaincre l'électorat issu des *townships*, qui reste loyal à l'ANC.

Pour finir, la refonte, même limitée, du contexte politique sud-africain a fait de sérieuses victimes auprès des autres partis d'opposition, les faisant presque disparaître au profit des deux premières forces d'opposition et du parti majoritaire. L'événement le plus spectaculaire (autre que le basculement du Western Cape dans le camp de l'Alliance démocratique) ayant été la prise par l'ANC de la province du KwaZulu-Natal, très longtemps considérée comme le bastion de l'« Inkatha Freedom Party » (IFP, parti à dominante zoulou dirigé par Mangosuthu Buthelezi). La perte de vitesse de ce parti identitaire s'explique tout d'abord par ses échecs politiques, sociaux et économiques alors qu'il était à la direction de cette province. En outre, le charisme de « Jacob Zuma le zoulou » semble avoir été, dans une moindre mesure, un critère ayant

20. Voir « The Business of Politics », *ibid.*, pp. 6-7.

21. « Cope's new leader in stark contrast to Zuma », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 24 février 2009, 2 p.

22. « Cope vs ANC – the way forward », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 31 mai 2009, 2 p.

23. « Cope's support wanes », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 18 décembre 2009, 2 p.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

desservi l'IFP au profit de l'ANC. Pour finir, cette province semblant désormais pacifiée, on peut penser que certains électeurs, qui avaient pour habitude de voter pour l'IFP, auraient alors changé de camp électoral sans crainte dorénavant de représailles. Les autres petits partis d'opposition semblent être aujourd'hui dans une situation de survie et rien ne laissait présager, jusqu'à récemment, que pour les prochaines élections il y aurait une nette amélioration<sup>24</sup>. Or, depuis août dernier, on assiste à de sérieuses discussions sur la question d'une « union entre les partis d'opposition »<sup>25</sup>. Une gigantesque plate-forme semble se créer pour contrer l'hégémonie de l'ANC. Mais rien n'est encore à ce jour totalement défini. Cependant, dans l'attente des futurs scrutins, cet événement politique doit être suivi avec attention.

Qu'en est-il de la nouvelle administration Zuma et de sa gestion de la gauche de l'Alliance tripartite (ANC, COSATU et SACP) ?

### L'ÈRE ZUMA. DES PREMIERS PAS A LA PRESIDENCE A LA GESTION DE L'ALLIANCE TRIPARTITE : LES PREMIERES IMPRESSIONS

Dès son investiture (10 mai 2009), Jacob Zuma revêt sans difficulté les « plus beaux atours » de sa nouvelle fonction, tout en tentant de se différencier de son prédécesseur, notamment dans ses discours, qui n'ont rien d'envolées lyriques comme cela fut le cas sous l'ère Mbeki<sup>26</sup>. En dépit des commentaires sur sa personnalité, ses faits et gestes, force est de constater que Jacob Zuma est sans doute beaucoup moins connu qu'il n'y paraît. S'il n'est pas issu d'un milieu social favorisé et s'il n'a pas eu la chance d'intégrer les meilleures écoles ou universités à l'instar de ses prédécesseurs<sup>27</sup>, il faut avouer qu'en dépit de ses accidents de parcours (dès 2005), Jacob Zuma n'a rien à envier à ces derniers. Ses faiblesses en termes de parcours de vie sont devenues, aux yeux de

24. Cf. « *Idasa 2009 Election Response: Shifting Political Landscape* », [www.polity.org.za](http://www.polity.org.za), 30 avril 2009, pp. 6-7.

25. « *Opposition parties band together to unseat the ANC* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 2 août 2009, p.1 ; « *Opposition parties in unity talks* », [www.polity.org.za](http://www.polity.org.za), 2 août 2009, p. 1 ; « *SA opposition eyes ambitious alliance plans* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 3 septembre 2009, 2 p. ; « *Cope mulls alliances with opposition parties* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 7 septembre 2009, 1 p.

26. Cf. « *Same targets in mind for Zuma and Mbeki* », *Saturday Star*, 15 juin 2009, p. 13.

27. Né dans une famille pauvre, Jacob Zuma n'a pas reçu de formation conventionnelle. Cependant, en personnage curieux, il a appris à lire et écrire seul, dans sa langue maternelle (le zoulou), puis l'anglais alors qu'il est à la prison de Robben Island, avec l'aide de ses codétenus, dont une personnalité politique qui est aujourd'hui dans son gouvernement, Ebrahim Ismail Ebrahim, le second vice-ministre des Relations internationales et de la coopération. Mandela et Mbeki, quant à eux, eurent le privilège d'être formés dans des établissements religieux, considérés comme de très bonnes écoles, et dans les meilleures universités, Fort Hare pour le premier et l'Université du Sussex pour le second.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

ses partisans, sa force et, selon ces derniers, l'ont amené à être plus proche du peuple, notamment des plus démunis (contrairement à un Mbeki qui semblait s'éloigner de sa base électorale). Véritable produit de l'ANC et de la lutte anti-apartheid, son aura politique fait de lui un homme particulièrement respecté. Il a gravi les échelons au sein du parti, auprès, entre autres, d'un Nelson Mandela, à l'époque où l'ANC se dote d'une branche armée et au moment où une grande partie de la direction du Congrès se retrouve condamnée à de lourdes peines à Robben Island. Il poursuivra son ascension au côté d'un Thabo Mbeki, en exil depuis les années 1960, lorsqu'il rejoint celui-ci à partir du milieu des années 1970. Il fera également des prouesses lorsque l'ANC s'engagera dans les négociations qui conduiront aux premières élections démocratiques de 1994. Bien qu'ayant perdu à ces élections dans le KwaZulu-Natal<sup>28</sup>, il participera à la gouvernance de cette province en tant que ministre provincial. Mais c'est surtout en décembre 1997 qu'il s'affirme politiquement, lorsqu'il devient le numéro deux de l'ANC, avec l'appui du président du parti, Thabo Mbeki<sup>29</sup>. Il devient un réel poids lourd lorsqu'il est nommé à la tête d'un comité de déploiement et de redéploiement, faisant de lui l'homme le plus puissant de l'ANC, pouvant faire et défaire les carrières de ses camarades, avant de devenir, il est vrai par défaut<sup>30</sup>, la seconde personnalité la plus puissante à la tête du pays et ceci jusqu'en 2005.

En digne héritier du premier Président sud-africain (Nelson Mandela) et même de Thabo Mbeki, à son corps défendant, Jacob Zuma a utilisé son expérience des rouages du pouvoir pour choisir son personnel politique, ses divers conseillers et hauts fonctionnaires<sup>31</sup>. Il s'est appuyé sur des critères déjà existants<sup>32</sup>. Bien qu'ayant nommé

28. Jacob Zuma avait été le candidat-« Premier » (équivalent du gouverneur) pour la province du KwaZulu-Natal lors des élections d'avril 1994. Pour mieux connaître le parcours de vie et politique de Jacob Zuma, cf. M. Séverin, *op. cit.* ; J. Gordin, *op. cit.* ; F. Soudan, M. Séverin, « Le vrai Jacob Zuma », *Jeune Afrique*, n° 2482, 3-9 août 2008, pp. 18-23 ; O. Bot, « Jacob Zuma, le Caméléon zoulou porté à la présidence », *La Tribune de Genève*, 22 avril 2009, p. 10.

29. C'est avec l'appui de Thabo Mbeki et à la suite d'une longue bataille interne à l'ANC que Jacob Zuma a été élu à la vice-présidence du parti en 1997.

30. A la suite des élections provinciales de juin 1999, dans un contexte de négociations politiques entre l'ANC et l'IFP dans la province du KwaZulu-Natal, le Président nouvellement élu Thabo Mbeki proposa au chef Mangosuthu Buthelezi – à l'époque ministre de l'Intérieur depuis 1994 – la vice-présidence. Ce dernier refusa l'offre, sous prétexte qu'il « n'était pas prêt à sacrifier son parti politique, ainsi que sa base électorale, pour privilégier sa carrière politique » et que « s'il devait accepter cette position, l'IFP serait avalé par l'ANC pour les élections de 2004 ». Par conséquent, Jacob Zuma, à l'époque vice-président de l'ANC, devint le numéro deux de l'administration Mbeki. Cf. « ANC, IFP split over deputy offer », *Mail and Guardian*, 11-17 juin 1999, p. 5.

31. « Zuma's new Cabinet efficient and caring », [www.Mg.co.za](http://www.Mg.co.za), 11 mai 2009, 2 p. ; « Profiles of new Cabinet Ministers », [www.Polity.org.za](http://www.Polity.org.za), 11 mai 2009, 3 p. ; « Zuma Cabinet; an interpretation », [www.Polity.org.za](http://www.Polity.org.za), 11 mai 2009, 3 p. ; « Presidency announces Zuma advisers », [www.Mg.co.za](http://www.Mg.co.za), 25 mai 2009, 2 p. ; « Zuma assembles team of advisers », [www.Polity.org.za](http://www.Polity.org.za), 25 mai 2009, 1 p. ; « Putting paid to political debt », [www.Mg.co.za](http://www.Mg.co.za), 31 mai 2009, 2 p. ; « DG dilemma », [www.Mg.co.za](http://www.Mg.co.za), 31 juin 2009, 2 p.

32. Pour comprendre les critères de nomination dans les gouvernements Mandela et Mbeki, cf. M. Séverin, *op. cit.*, vol. 2.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

un gouvernement « remodelé » en adéquation avec les réalités du pays et pour répondre aux divers défis auxquels l'Afrique du Sud est confrontée (crise économique et sociale)<sup>33</sup>, il apparaît que les compétences, l'expérience ou l'expertise dans un domaine donné, la popularité et l'appartenance à son propre réseau politico-affinitaire aient pesé dans ses choix, même s'ils ont parfois été vigoureusement dénoncés<sup>34</sup>. Plus encore, il a su se montrer, à l'instar de Nelson Mandela, comme le rassembleur en intégrant dans son propre gouvernement des personnalités de l'opposition représentant une minorité identitaire (les afrikaners) ou certains anciens proches de Thabo Mbeki, dont Trevor Manuel (ancien ministre des Finances durant un peu plus de dix ans et nouveau ministre à la Commission de la Planification à la présidence), que le COSATU et le SACP voudraient voir partir, ou d'anciens conseillers de son prédécesseur tels que Vusi Mavimbela, en tant que Directeur général au bureau du Président<sup>35</sup>, pour les plus spectaculaires. Jacob Zuma a également su se montrer loyal, voire reconnaissant, sans toutefois, dans le cas de l'aile gauche de l'Alliance tripartite, faire preuve d'une naïveté excessive quant aux volontés profondes de ses alliés à pousser le gouvernement à prendre un virage très à gauche. Il est néanmoins vrai qu'il est toujours tentant d'opposer l'ex-Président Mbeki au nouveau chef d'Etat Zuma ; mais selon une promesse faite un an avant son élection, Zuma semble vouloir poursuivre sur le fond la politique de Mbeki (notamment en termes de rigueur budgétaire) – en dépit d'une pression de plus en plus forte du COSATU et du SACP – afin d'apaiser les marchés et les éventuels investisseurs dont l'Afrique du Sud a besoin. Nous sommes, sous l'ère Zuma, dans une continuité de l'ère Mbeki, continuité qui ne veut pas s'avouer.

En d'autres termes, ce n'est pas parce que l'aile gauche de l'Alliance l'a soutenu dans sa lutte de pouvoir au sein de l'ANC en décembre 2007 et qu'il a nommé des leaders clefs du SACP et du COSATU au gouvernement que Jacob Zuma se laissera dicter sa conduite en tant que chef de gouvernement. Cependant, en voulant trouver un véritable équilibre entre les diverses forces idéologiques (à travers les ministres ou vice-ministres nommés, appartenant à la fois à l'ANC, au COSATU et au SACP), Jacob Zuma a donné naissance à un gouvernement de coalition (à l'image du parti qui a

33. Cf. le discours de Jacob Zuma sur la nomination du nouveau gouvernement, « *Statement by president Jacob Zuma on the appointment of the new Cabinet* », 10 mai 2009, 6 p.

34. Cf. à propos de la nomination de Moe Shaik, frère Shabir Shaik à la tête des services secrets sud-africains, P. Trewhela, « *A bad week for South Africa* », [www.politicsweb.co.za](http://www.politicsweb.co.za), 4 octobre 2009, 2 p. ; J. Gordin, « *Moe Shaik and I* », [www.politicsweb.co.za](http://www.politicsweb.co.za), 7 octobre 2009, 2 p. ; P. Trewhela, « *Moe Shaik : A reply to Jeremy Gordin* », [www.politicsweb.co.za](http://www.politicsweb.co.za), 9 octobre 2009, 2 p.

35. A propos de Vusi Mavimbela, cf. M. Séverin, *op. cit.*, vol 1 et 2 ; « *I will protect Zuma* », *The Sunday Independent*, 14 juin 2009, 2 p.



## La nouvelle ère politique sud-africaine

toujours été perçu comme une grande église où s'affrontent diverses idéologies)<sup>36</sup>, qui montre déjà ses limites, au fur et à mesure des « psychodrames » idéologiques qui se jouent depuis l'avènement de Jacob Zuma au pouvoir<sup>37</sup> entre le gouvernement, la direction de l'ANC, la Ligue des Jeunes de l'ANC (ANCYL) et la gauche de la gauche de l'Alliance tripartite. En effet, à la suite de la multiplication de grèves menées par le mouvement syndical dès le mois de mai 2009 – et qui ont été largement dénoncées par le pouvoir et l'opposition –, des débats récurrents sur les nationalisations des mines et de déclarations intempestives de personnalités membres du gouvernement (issus de la gauche de la gauche), on en vient à se demander si, à terme, l'action gouvernementale ne risque pas d'être paralysée, et comment Zuma pourra continuer à rassurer les marchés qui sont, il est vrai, dubitatifs face à ce qui ressemblerait à une certaine instabilité politique. A terme, nous pouvons nous demander si, en dépit de sa volonté d'ouverture et de dialogue, Jacob Zuma ne sera pas obligé, comme cela fut le cas sous Mbeki, de neutraliser d'une certaine manière son opposition interne et donc ainsi d'écarter son aile gauche des décisions gouvernementales.

Il est sans doute trop tôt pour juger des réussites ou des échecs du nouveau gouvernement Zuma, même si, comme chaque année, le quotidien *Mail&Guardian*, a déjà noté les performances de l'ensemble du personnel politique au pouvoir<sup>38</sup>. Cependant, en dépit des conflits internes (qui d'ailleurs ont toujours été récurrents), Jacob Zuma montre une volonté forte d'honorer les promesses faites durant la campagne électorale – même si cinq ans ne lui suffiront pas – notamment en matière de lutte contre le sida, la violence et contre le chômage. Si l'Afrique du Sud frappée par la crise économique mondiale a sans doute beaucoup moins de marges de manœuvre qu'avant, il est tout de même fort à parier que le pouvoir actuel fera tout pour ne pas décevoir ses électeurs traditionnels à la veille des prochaines élections et pour montrer une autre image beaucoup plus positive à la veille et durant le prochain Mondial de football.

36. « *A new coalition has been formed* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 18 mai 2009, 2 p.

37. « *Cosatu warns of public-sector strikes* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 21 mai 2009, 1 p. ; « *ANC warns unions about protests* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 28 mai 2009, 2 p. ; « *Cosatu move could cause friction in ruling alliance* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 26 juin 2009, 2 p. ; « *ANC rejects call to nationalize mines* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 2 juin 2009, 2 p. ; « *Zuma's contradictory coalition* », [www.Polity.co.za](http://www.Polity.co.za), 13 novembre 2009, 2 p. ; « *In favour and out cash* », *Africa Confidential*, 20 novembre 2009, pp. 3-4 ; « *Malema: Zuma will never surrender to communists* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 15 décembre 2009, 2 p.

38. « *2009 Report Card: Muddling along in the C class* », [www.mg.co.za](http://www.mg.co.za), 23 décembre 2009, 24 p.